la fédération Internationale
des amis de la terre

3è forum mondial de l'eau à kyoto

Friends of the Earth International

de l'eau pour la vie et pour les moyens de subsistance

briefing de la fédération internationale des amis de la terre | mars 2003

de l’eau pour la vie et pour les moyens de subsistance

préambule

La plus grande partie de l’eau que nous consommons est une ressource naturelle qui passe à travers un cycle naturel. L’eau est aussi prélevée du sous-sol à partir des nappes aquifères renouvelables et non renouvelables (‘’fossiles’’). L’eau de pluie nourrit les sources, les fleuves, les lacs, les zones humides et les nappes aquifères qui nourrissent à leur tour les sources, les fleuves les lacs et les zones humides. En plus de survenir aux multiples besoins des hommes, ces sources donnent de l’eau douce pour les animaux et pour le bon fonctionnement des écosystèmes et des habitats.

Ce cycle de l’eau est crucial pour la vie de l’homme et pour l’équilibre écologique de notre planète. Présentement cependant, la consommation humaine excessive d’eau douce pour les besoins agricoles industriels et personnels combinée avec l’évacuation irresponsable des eaux usées contribue à menacer la vitalité du cycle de l’eau. Le résultat est que tous les êtres vivants de la planète en sont négativement affectés. Certains sont même menacés d’extinction. Dans le même temps il devient de plus en plus difficile pour les couches sociales pauvres dont les moyens de subsistance dépendent du cycle de l’eau d’avoir suffisament de revenus afin de pouvoir vivre avec une bonne santé et dans la dignité.

Tout comme le changement climatique global, le manque d’eau douce en qualité et quantité constitue un problème mondial d’importance. les prévisions actuelles qui voient une augmentation de 50 pour cent dans l’utilisation de l’eau ne vont contribuer qu’à empirer cette situation sur les 30 prochaines années. A moins qu’il n’y ait des changements fondamentaux dans la façon dont l’homme gère les ressources en eau, une crise mondiale ne saurait être évitée.

La crise de l’eau douce
Le problème de l’eau devient de plus en plus visible et urgent à l’échelle mondiale. L’expansion économique et la croissance démographique, ensemble avec des modèles de vie de consommation et de production de déchets élevés (par exemple l’utilisation de plus en plus prononcée des sources de protéines animales) ainsi que les modèles de développement industriel ont conduit à des taux d’utilisation de plus en plus élevés de l’eau. Selon la Commission Mondiale de l’Eau et d’autres sources, la consommation de l’eau augmente à un taux deux fois plus important que celui de la croissance démographique. Aujourd’hui plusieurs fleuves sont si fortement utilisés qu’ils tarissent bien longtemps avant de pouvoir atteindre la mer; le sur pompage fait diminuer le volume des nappes aquifères beaucoup plus rapidement qu’elles ne peuvent se renflouer : les zones humides se rétrécissent et la pollution rend certaines ressources en eau inutilisables même pour irriguer des cultures. Les grands barrages ont causé d’énormes pertes en biodiversité (particulièrement les poissons), des pertes de forêts, de zones humides et de terres agricoles. Les déforestations massives et la désertification subséquente des régions semi-arides ont contribué à une plus grande dégradation des sources d’eau. Juste deux statistiques pour illustrer les dommages occasionnés à l’environnement :

- Quelque 50 pour cent des zones humides du monde qui font partie des sources principales d’eau douce et qui jouent un rôle déterminant pour juguler les effets des inondations ont disparu le siècle écoulé.
- A peu près 20 pour cent des espèces de poissons d’eau douce ont disparu ou sont menacées.

Le plus grave de tout cela c’est que seulement une portion minime de toute cette activité contribue à réduire la pauvreté. Les barrages quant à eux seuls ont occasionné le déplacement

de 40 à 80 millions de personnes et il y a un fossé croissant dans les taux de consommation d’eau entre les pays développés et ceux en voie de développement . La pauvreté est exacerbée par une application lâche (ou inexistante dans beaucoup de cas) des législations environnementales existantes.

Le système économique mondial joue lui aussi un certain rôle dans la crise actuelle de l’eau. Durant le siècle écoulé, le modèle de croissance économique axé sur les exportations avec la préférence qu’elle accorde à l’agriculture industrialisée, aux projets d’infrastructure à grande échelle comme les barrages, la conversion des terres agricoles dépendantes des pluies en terres irriguées et la pisciculture ont contribué à intensifier les modèles d’utilisation de l’eau déstabilisant ainsi les équilibres existants. La modernisation forcée et la gestion centralisée de l’eau ont érodé les systèmes de gestion durable d’importance culturelle pratiqués par les communautés locales agricoles et indigènes de par le monde. Les nouveaux systèmes sont trop communément caractérisés par la corruption, la mauvaise gestion et une diminution de l’équité et de la sécurité dans l’accès à l’eau. Le mauvais entretien des bassins hydrographiques, l’absence de réglementations visant la protection des sources d’eau et les changements induits par l’homme dans les cycles pluviométriques contribuent eux aussi à une plus grande diminution de l’équité et de la sécurité.

Ces expériences négatives qui sont d’abord survenues dans les pays industrialisés n’ont pas poussé la communauté internationale à adopter de nouveaux critères pour une gestion durable de l’eau. Au contraire les institutions financières et commerciales mondiales continuent de pousser les pays en voie de développement à adopter ces mêmes modèles contrôlés par le haut, sans tenir aucun compte des impacts environnementaux et sociaux y affèrent. Les communautés locales sont en général totalement exclues du processus d’élaboration de ces nouvelles politiques alors que c’est elles qui auront à souffrir des conséquences de leur mise en œuvre. Le fardeau accablant de la dette et les ajustements structurels imposés par les institutions financières internationales dans les pays en voie de développement ne leur permettent pas de passer outre ces conseils erronés. Ils sont ainsi obligés d’adopter ces politiques et ces projets plutôt viciés.

La concurrence et les conflits entre les communautés et entre les utilisateurs ont déjà surgi à cause de la rareté naturelle et de la mauvaise gestion humaine de l’eau douce. Cette situation risque d’empirer avec l’augmentation de la consommation et la diminution et la dégradation des sources. Les conflits relatifs à l’utilisation de l’eau sont souvent rendus complexes par l’usage inéquitable des ressources en eau entre les consommateurs riches et les consommateurs pauvres. L’équité a été compromise par les décisions injustes et corrompues qui excluent les pauvres de la gestion et de l’utilisation de l’eau alors que les riches ont leurs branchements avec de l’eau en abondance et pas chère.

Les compagnies multinationales des eaux et les institutions financières et commerciales internationales se servent de la rareté de l’eau pour promouvoir une approche de la gestion de l’eau basée sur les lois du marché - cela leur permet de réaliser des profits importants. En fait, leur idée est qu’en privatisant les services des eaux et en introduisant les critères du marché pour les investissements avec une détermination des sources à partir desquelles l’eau sera extraite et les clients qui la recevront, les consommateurs seront obligés de rationaliser

leur utilisation et les fournisseurs privés pourront ainsi maximaliser leurs profit. Lors des rencontres du genre du Troisième Forum Mondial de l’Eau, les puissantes compagnies multinationales des eaux mettent cet agenda en avant. Cependant en ce qui concerne les communautés locales, la privatisation a souvent signifié que les couches pauvres vont être coupées des services des eaux et que les principes d’une gestion durable et à long terme de l’eau pour la bonne santé des hommes et des écosystèmes vont être sacrifiés sur l’autel de la recherche des profits à court terme.

La pression en faveur de la privatisation est souvent justifiée par la faillite des services publics des eaux dans plusieurs pays. Même si plusieurs de ces services publics demandent d’importantes reformes aussi bien dans les pays en voie de développement que dans les pays industrialisés il y a aussi de par le monde des exemples de services appartenant au public qui sont financièrement viables et qui fournissent des services de bonne qualité reflétant les intérêts de la communauté au sens large. De plus, dans beaucoup de pays en voie de développent plusieurs services publics ont été pénalisés par le poids accablant de la dette extérieure et de déclin des niveaux de l’aide. Ces contraintes financières n’ont pas rendu possible les investissements appropriés dans ces services. Alors qu'une reforme du secteur public est souvent vraiment necessaire, la privatisation n est pas une solution soutenable, ni satisfaisante. Dans beaucoup de cas la privatisation n’a pas réussi à assurer des normes environnementales élevées et à étendre l’accès à l’eau. Les prix ont plutôt connu une augmentation pour les consommateurs même si la qualité n’a pas connu d’amélioration. La privatisation a aussi donné pour les compagnies l’opportunité de tirer des avantages de la fourniture de l’eau pour les usagers les plus riches alors que les plus appauvris sont ignorés.

l' eau comme ressource critique

La priorité dans l’utilisation de l’eau devrait être accordée à la satisfaction des besoins élémentaires et à la sauvegarde des écosystèmes comme les zones humides. Les gouvernements devraient s’impliquer publiquement à garantir des approvisionnements en eau potable à des prix abordables pour les populations tout en satisfaisant aux besoins des écosystèmes. De même parce que l’eau est directement liée à la souveraineté et à la sécurité alimentaire, les gouvernements devraient assurer que l’eau nécessaire aux besoins des petites exploitations agricoles locales et pour les pécheries situées à l’intérieur des terres ait la priorité sur celle nécessaire aux cultures de rente et à l’industrie. Les gouvernements devraient aussi reconnaître et accorder la priorité aux systèmes traditionnels de gestion de l’eau par les populations locales et indigènes par rapport au système uniforme contrôlé par le haut.

L’eau est une ressource importante pour les moyens de subsistance durables. L’accès à l’eau est donc un droit de l’homme. Tous les Etats devraient garantir le droit de l’homme fondamental qu’est l’accès à l’eau en qualité et en quantité suffisante pour la vie et les besoins élémentaires. Le prix de cette eau devrait être abordable pour tous. Elle devrait être en quantité suffisante pour répondre aux besoins élémentaires que sont la boisson, la cuisine, l’assainissement de base, la production alimentaire avec la reconnaissance du fait que les dimensions spécifiques de ces besoins varient en fonction du lieu et de la culture. Dans beaucoup de cas la satisfaction de ce droit signifiera la production de l’eau potable à zéro franc ou à un coût insignifiant. Dans d’autres cas,

il serait plus approprié de facturer les frais de livraison. Dans tous les cas, quelques soit la facturation pour les besoins élémentaires, la fourniture de l’eau pour les cultures de rente, la production industrielle ou pour les loisirs (les terrains de golf par exemples) devrait faire l’objet d’un paiement au tarif plein (et même plus) comprenant non seulement la fourniture de l’eau, mais aussi l’évacuation appropriée des eaux usées.

De plus, l’eau étant une ressource commune, tout homme y a le même droit d’accès pour ses besoins élémentaires mais ne doit pas dépasser un certain seuil qui ne permettrait plus aux autres de jouir de la part qui leur revient pour ne pas compromettre la bonne santé et la vitalité des écosystèmes. L’eau ne saurait donc ni appartenir à, ni être la propriété de qui que ce soit. Elle devrait plutôt être gérée de façon équitable et durable comme un trust par les gouvernements démocratiquement élus.

Le développement et la gestion de l’eau devrait être basée sur une approche participative impliquant les utilisateurs, les planificateurs et les faiseurs de la politique à tous les niveaux et à toutes les étapes. Dans la mesure du possible, les systèmes des eaux devraient être gérés au niveau local avec des critères et des contraintes assurant équité et durabilité au niveau de la gestion des bassins hydrographiques.

Dans les pays en voie de développement en particulier, les femmes jouent un rôle central dans l’approvisionnement, la gestion et la sauvegarde de l’eau. Les femmes assurent principalement l’alimentation et les soins de santé pour leurs familles. Elles sont donc directement et profondément affectées par le manque d’eau potable. Les systèmes de gestion de l’eau devraient accorder une attention particulière aux besoins et aux désirs des femmes qui devraient être représentées à tous les niveaux des structures de gestion y compris la prise de décision.

Nous appuyons le principe de Rio qui dit : ‘’un système efficace de gestion intégrée des ressources en eau est important pour tous les secteurs socioéconomiques dépendant de l’eau. Une allocation rationnelle prévient les conflits et accroît le développement social des communautés locales, tout comme la planification économique et la productivité. Une gestion efficace de la demande permet aux secteurs qui utilisent l’eau de réaliser dans le long terme des économies sur les coûts de l’eau et stimule les technologies de production qui tiennent compte des ressources disponibles. Les conditions sanitaires et la qualité environnementale devraient aussi s’améliorer soit comme étant le résultat d’une planification de développement intégré ou comme une conséquence bénéfique des conditions environnementale ou sociales améliorées’’.

Le contrôle de la pollution est important dans la protection de l’eau douce et dans la préservation des basins hydrographiques et des zones humides qui constituent des composants cruciaux dans le cycle de l’eau. les pollueurs doivent payer pour les dommages qu’ils occasionnent aux sources d’eau et il faut veiller à ce que ces frais ne soient pas transférés aux consommateurs finaux. Les pollueurs doivent aussi être tenus responsables pour les crimes que sont les actes graves ou délibérés de pollution. Dans la mesure du possible, en ce qui concerne les communautés appauvries, les gouvernements doivent faire diligence pour des mesures appropriés visant le contrôle de la pollution.

l'eau: un produit non commercialisable

Nous nous opposons au fait de traiter l’eau comme une ‘’marchandise’’ et nous nous élevons contre son inscription

comme un bien commercialisable dans le cadre de l’Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ou de toute autre autorité de réglementation du commerce. Nous sommes aussi contre les voies qui ont été proposées pour contourner les prohibitions nationales courantes concernant la commercialisation de l’eau en la désignant comme un service alors que dans la réalité on la considère comme une marchandise.

Nous appelons donc les gouvernements à stopper toutes les tentatives visant à inclure les services des eaux dans l’agenda de l’OMC ou dans celui des négociations régionales commerciales comme la Zone de Libre Echange des Amériques.

Nous nous élevons aussi contre les efforts des Institutions Financières Internationales (IFI) comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale et les banques de développement régionales visant à imposer le recouvrement total des coûts, la privatisation des services des eaux et la participation du secteur privé comme conditions d’octroi de financement. Il revient aux Etats de déterminer de façon démocratique des systèmes de gouvernance appropriés pour leurs eaux. Ces systèmes doivent traiter de l’équité et de l’efficacité des services, tout comme de leur qualité d’un point de vue environnemental, social et économique. A cet effet nous lançons un appel aux gouvernements nationaux et aux municipalités locales afin qu’ils se prononcent clairement sur l’essence de la bonne gouvernance pour ce qui est de l’eau dans leur juridiction et de soumettre leurs définitions de la bonne gouvernance à l’analyse et aux commentaires du public.

Nous sommes préoccupés par le fait que les instances multilatérales mises en place pour traiter des problèmes critiques comme l’approvisionnement en eau et les questions liées à la gestion servent plutôt à fournir aux compagnies globales des eaux ainsi qu’aux IFI une plate forme pour progresser dans l’agenda de la privatisation de l’eau en lieu et place de la promotion des stratégies les gestions de l’eau au niveau local et le renforcement des capacités des services publics des eaux. Les efforts qu’ils fournissent même s’ils sont bien intentionnés, peuvent servir à nourrir les tendances actuelles qui cherchent à ignorer le rôle important que l’eau joue dans le maintien des écosystèmes d’un côté et des cultures traditionnelles de l’autre. Nous exhortons ces programmes multilatéraux à démontrer qu’ils sont vraiment préoccupés par les personnes ayant de bas revenus, les communautés traditionnelles et la préservation des écosystèmes. Ils doivent le démontrer par l’adoption de principes et la conduite de projets montrant clairement que les priorités sont accordées aux populations et aux écosystèmes et non pour les compagnies et les marchés.

Nous condamnons les tentatives opérées par l’industrie globale des eaux pour acquérir la propriété des sources d’eau afin de faire tourner les services municipaux et régionaux des eaux de manière à réaliser des profits au détriment des besoins élémentaires des populations. Nous condamnons ces pratiques qui permettent le contrôle exclusif des cours d’eau à travers l’appropriation des grands barrages et des voies navigables.

Une solution équitable et soutenable

La communauté internationale doit œuvrer de concert en matière d’utilisation de l’eau et de promotion des solutions durables à la crise mondiale de l’eau. Il faut respecter les droits des communautés traditionnelles sur les eaux et les droits d’accès des populations locales à l’eau. Il faut tenir compte du rôle vital que joue le cycle de l’eau, les voies navigables et les zones humides dans le bon état des écosystèmes.

de l’eau pour la vie et pour les moyens de subsistance

La question de l’eau douce est fondamentalement politique. Elle est source de conflit et constitue un obstacle à la coopération. La communauté internationale devrait appuyer les efforts des gouvernements aux niveaux national et régional pour ce qui est de la gestion de leurs ressources en eau, de façon équitable, efficace et qui puisse faire la promotion des moyens de subsistance et des écosystèmes durablement. Pour les cas où les ressources traversent ou jouxtent les frontières nationales des plans de gestion conjointe devraient être élaborés pour réduire les possibilités de conflits.

Les gouvernements des pays en voie de développement devraient bénéficier d'un appui pour les effort qu'ils font pour améliorer le fonctionnement des systèmes d’approvisionnement domestiques, et l’accès à l’eau. Cet appui doit comprendre une annulation d’ensemble de leurs dettes extérieures impayables afin de libérer des ressources pour les services de base comme l’eau et l’assainissement.

Les organisations de la société civile et les organisations communautaires doivent jouer un rôle vital dans la prise de décision regardant la gestion de l’eau dans leur pays et les femmes doivent être partie intégrante à tous les niveaux de prise de décision.

Tout doit être fait pour développer, vulgariser et transférer les techniques traditionnelles et les nouvelles technologies qui permettent la conservation de l’eau depuis la source jusqu’à l’utilisation finale.

La communauté internationale devrait s’intéresser à des systèmes comme celui de l’Etat brésilien de Rio Grande del Sul, où les compagnies des eaux sont publiques tout en étant financièrement indépendantes du gouvernement. La gestion est basée sur des modèles de contrôle des opérations par la société civile avec une participation publique dans la prise des décisions en matière d’investissement. Ce modèle réussit à fournir de l’eau potable à prix modéré à ceux qui n’y ont pas accès et constitue la preuve que les solutions portant sur le secteur public sont elles aussi viables.

Les modèles de gestion de l’eau devraient toujours avoir un aspect public quant à la propriété des ressources en eau et donner la primauté à la réglementation et à la supervision gouvernementale.

En dernier lieu, nous exhortons toutes les nations à s’accorder sur le fait que l’approvisionnement domestique en eau ne sera jamais utilisé comme arme de guerre. Quelque soit le niveau des hostilités, des quantités adéquates d’eau de bonne qualité doivent être fournies aux populations civiles afin de leur permettre d’être en bonne santé pendant la guerre, les émeutes ou l’insurrection.

En résumé, l’eau est simplement trop importante, pour les styles de vie et les moyens de subsistance des gens ainsi que pour l’environnement mondial continuer par négligée encore longtemps. Agir constitue présentement une nécessité. L’action comporte la protection et la conservation de toutes les sources d’eau douce. Il faudrait encore approfondir les études et les recherches mais les lignes principales d’action des populations et de leurs gouvernements sont déjà évidentes. Les retards ne feront qu’empirer le mal avec son lot de maladies, de morts, un fossé de plus en plus grand entre riches et pauvres, et des écosystèmes dégradés un peu partout dans le monde.